

Deux ans de pandémie de covid : plus de crises sur le dos des 99% !

Résolution à l'intention de l'Assemblée annuelle de la JS Suisse du 19 février 2022 à Berne

Dépositaires : Comité directeur de la JS Suisse

Il y a deux ans, la pandémie de coronavirus bouleversait notre vie.

De très nombreuses craintes de la JS concernant la gestion de la crise se sont amèrement vérifiées.

La grande inégalité sociale a permis aux dégâts économiques et sanitaires de la pandémie de se développer dès le début. Des décennies de domination néolibérale ont laissé vulnérables et sans réserve notre système de santé de d'innombrables personnes. En termes de santé comme sur le plan économique, cette crise a jusqu'ici frappé le plus lourdement celles et ceux qui se trouvent tout en bas de l'échelle du capitalisme, et a rendu les riches encore plus puissantes. Le poids sanitaire de la crise est lui aussi réparti de façon inéquitable : les personnes à plus faibles revenus sont plus souvent atteintes par le virus, notamment parce que la protection sanitaire sur leur lieu de travail est moins bonne, et que, vivant dans des logements plus petits, elles peuvent moins se protéger dans leur vie privée. En cas de maladie, elles sont nettement plus à risque de mourir du virus.

Les décisions politiques de la majorité de droite ont aggravé les conséquences de la crise pour les 99%. Pour éviter que les riches ne fassent les frais de cette crise, on a construit une opposition entre santé et économie qui n'existe pas. On a souvent renoncé à des mesures de politiques sanitaires urgentes qui auraient sauvé des vies, parce qu'on n'était pas prêt-es à assurer une couverture financière complète des personnes et des petites entreprises. La protection contre le virus a bien trop souvent été reléguée dans la sphère de la responsabilité individuelle, mais dans notre société, la possibilité même de faire usage de sa responsabilité individuelle est aussi mal répartie que l'argent.

La majorité politique s'est toujours rangée du côté du capital. Le refus de libérer les brevets sur les vaccins, en particulier, menace de prolonger massivement la pandémie et provoque d'innombrables morts supplémentaires, principalement dans le Sud global. Cette pandémie l'a également montré clairement : les profits est plus riches compte plus que les vies humaines.

Depuis l'éclatement de la crise du coronavirus, la gestion politique de la pandémie a fortement changé. Ces derniers temps, le Conseil fédéral et les cantons se sont de plus en plus limités à observer l'évolution du nombre de cas, tout en laissant le champ libre au virus. Les conséquences de cette stratégie à haut risque restent floues. Même s'il n'y a pas de surcharge des hôpitaux, le Conseil fédéral et les cantons étaient manifestement prêts à l'accepter et en faire payer la facture au personnel de santé. En outre, on laisse passer d'innombrables cas de covid long, et les personnes qui peuvent le moins s'en protéger sont encore les personnes occupant des emplois exposés à bas revenus et les écolier-ères.

On a souvent invoqué l'argument de la santé mentale pour justifier l'inaction politique en matière de coronavirus, mais le refus de prendre des mesures dans ce domaine également montre qu'il s'agit là aussi principalement d'une excuse. On n'a ainsi pris aucune mesure pour augmenter le soutien psychologique d'urgence, et on n'a pas atténués des facteurs de stress scientifiquement attestés tels que la pression scolaire pour la jeunesse ou les soucis financiers.

La majorité politique a cédé à la pression du capital, qui s'oppose bec et ongle à toute restriction de sa course au profit. Au lieu de prendre des mesures, on a s'est contenté d'invoquer la responsabilité individuelle comme un mantra. Ce faisant, nous devons être inconscient-es : renvoyer la pandémie dans la sphère privée est en soi une manipulation de la loi du plus fort et du capital. L'apparente dépolitisation de la pandémie est profondément politique. Ne rien faire, c'est faire payer le prix fort aux plus vulnérables. La JS s'y opposera encore pendant la suite de la pandémie et au-delà. En effet, c'est généralement d'après ce schéma, dans lequel les plus pauvres paient le prix fort et les plus riches profitent, que se développent les crises dans le capitalisme, que ce soient des crises écologiques ou économiques. Nous ne pourrons nous libérer de cette spirale sur le dos des 99% que si nous brisons les chaînes du capitalisme.

Recommandation du Comité directeur : accepter